

DYNAMIQUES DE LA VIOLENCE POLICIÈRE ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE : LE CAS DE LA PACIFICATION DES FAVELAS DE RIO DE JANEIRO

Anne-Marie Veillette

Abstract

The goal of this article is to examine the role of police violence in maintaining and reproducing gender relations based on a case study of Rio de Janeiro's *favelas* (slums). In a city where police violence reaches alarming proportions – and primarily in the city's *favelas*– we seek to understand the dynamics of this violence, as seen from the perspective of women living in *favelas*. Based on ethnographic fieldwork conducted among twenty of these women, we conclude that this violence has a role in maintaining and reproducing gender relations – consubstantially to other power relations such as class, race and space – in at least two ways. The first concerns direct police violence toward women resident of the *favelas* and the way in which it sexualizes and dehumanizes them. The second shows the differential impact of violence in the *favelas*, knowing that women usually have numerous responsibilities on their shoulders and are often the ones that must make life go on. This analysis, far from seeking to position women as victims of this violence, rather tries to offer a feminist perspective on urban violence in Rio de Janeiro's *favelas*, too often grasped only from the point of view of masculine actors, namely drug traffickers and police officers.

Keywords: Police violence, gender relations, women living in *favelas*.

Résumé

L'objectif de cet article est d'examiner le rôle de la violence policière dans le maintien et la reproduction des rapports sociaux de sexe à partir d'une étude de cas, celle des *favelas* (bidonvilles) de Rio de Janeiro. Dans cette ville où la violence policière atteint des proportions alarmantes — et ce principalement dans les *favelas* de la ville — nous cherchons à comprendre les dynamiques de cette violence en nous intéressant à la perspective des femmes résidentes de *favelas*. Suite à une recherche ethnographique menée auprès d'une vingtaine de ces femmes, nous arrivons à la conclusion que cette violence participe au maintien et à la reproduction des rapports sociaux de sexe — et ce consubstantiellement à d'autres rapports sociaux tels que ceux de classe, de race et d'espace — au moins de deux façons. La première concerne la violence directe des policiers contre les résidentes des *favelas* et la manière dont elle les sexualise et les déshumanise. La seconde a trait aux impacts différés de la violence dans les *favelas*, les femmes ayant souvent beaucoup de responsabilités sur leurs épaules et étant souvent celles qui doivent réparer les pots cassés. Cette analyse, loin de vouloir positionner les femmes comme des victimes de la violence, tente plutôt d'offrir un regard féministe sur la violence urbaine dans les *favelas* de Rio de Janeiro, trop souvent analysée uniquement du point de vue des acteurs masculins, soit les trafiquants de drogue ou les policiers.

Mots-clés : Violence policière, rapports sociaux de sexe, femmes résidentes de *favelas*.

Introduction

À Rio de Janeiro au Brésil, 22,03% de la population totale de la ville (IBGE, 2010), réside dans les bidonvilles, appelés *favelas*¹, que l'on retrouve dans toutes les zones de la ville. Celles-ci, bien qu'elles soient encore aujourd'hui majoritairement habitées par des populations afrodescendantes et marquées par la précarité économique (Berenguer, 2014), sont hétérogènes : on y retrouve une diversité de situations géographiques, de revenus et d'origines. Au tournant des années 80, le narcotrafic se consolide dans plusieurs de ces quartiers, où se forme, avec le temps, un véritable pouvoir parallèle organisé en factions (Misse, 2008). Les *favelas*, qui, depuis leur apparition portent le stigma de la marginalité (Perlman, 1977), constituent en effet le territoire le plus propice au développement du trafic de drogues : les pouvoirs publics y sont peu présents, une main d'œuvre (surtout composée de jeunes) y est disponible, il y existe déjà des réseaux pouvant être exploitées par les criminels et elles se trouvent près des marchés de consommation de drogue (Leeds, 1996; Misse, 2008).

L'émergence du trafic de drogue dans les *favelas* mène à un pic de confrontations avec la police dans les années 90, même si ces dernières ne sont pas étrangères à la répression policière (Leeds, 1996). En effet, la police, tout au long du XXe siècle, a été envoyée dans les *favelas* pour aider aux campagnes sanitaires², pour en expulser les résidents-es³ pour en réprimer les mouvements sociaux⁴ et pour y lutter contre le crime. La Police militaire de l'État de Rio de Janeiro (PMERJ)⁵, principale responsable du « maintien de l'ordre » dans la ville et des opérations dans les *favelas*, a ainsi joué un rôle historique dans la répression de ces communautés. En outre, il semble que depuis sa création, certains groupes sociaux soient davantage surveillés et punis que d'autres : les afrodescendants-es, en premier lieu (Holloway, 1993, p. 283); les pauvres et les « marginaux »; et finalement tout individu ou groupe subversif (Wacquant, 2008, pp. 60-62). Ainsi, malgré le fait que le trafic de drogue soit bel et bien réel dans les *favelas* de Rio, la guerre

contre le narcotrafic apparaît comme un prétexte idéal pour perpétuer la répression de ces quartiers (Serra & Rodrigues, 2014).

Depuis 2008, le programme de pacification des *favelas* – qui consiste en l'invasion d'escouades armées puis à l'instauration permanente d'Unités de police pacificatrice (UPP) – a fourni un nouvel espoir de voir ces violences diminuer⁶. Cependant, malgré les efforts fournis pour que ces unités adoptent les principes d'une police communautaire ou de proximité (Ribeiro, 2014), plusieurs auteurs-es sont plutôt d'avis qu'elles perpétuent le même type de violences que le reste de la PMERJ (Fleury, 2012; Serra & Rodrigues, 2014; Vargas, 2013).

Se faisant, certains auteurs-es, comme le Brésilien João H. Costa Vargas (2013) voient dans la politique de pacification des *favelas* de Rio de Janeiro la poursuite des violences policières commises contre les personnes racisées, pauvres et résidents-es des *favelas*. Dans ce cas, la violence est ainsi utilisée pour maintenir en place des rapports sociaux (de race, de classe et d'espace) dans lesquels les résidents-es des *favelas* sont désavantagés. Partant de ce constat, notre objectif sera d'ajouter à cette perspective un regard féministe, afin de démontrer comment les rapports sociaux de sexe structurent cette violence qui a son tour entraîne leur reproduction. Nous procéderons en premier lieu à une courte contextualisation sur la violence policière dans les *favelas* de Rio de Janeiro, puis, en second lieu, à une brève revue de la littérature sur la violence policière contre les femmes. Finalement, nous exposerons les résultats de notre propre recherche de terrain menée auprès de femmes résidentes de *favelas* à Rio de Janeiro⁷.

La violence est ici appréhendée comme l'un des mécanismes fondamentaux du maintien des rapports

¹ Favela est l'expression utilisée au Brésil pour désigner les zones d'habitation irrégulières, c'est-à-dire construites sans qu'il n'y ait eu de planification urbaine préalable. L'expression est aussi généralement associée à l'idée de précarité : des revenus de ses résidents-es, du logement et des services publics, pour ne donner que ces exemples. Voir Zaluar et Alvito (2006, p.7).

² Voir à ce sujet Carvalho (2004 [1987]).

³ Voir à ce sujet Gonçalves (2013).

⁴ Voir notamment Fischer (2014)

⁵ Polícia Militar do Estado do Rio de Janeiro

⁶ Suite aux initiatives de police communautaire entamées sous le second mandat du gouvernement Brizola (1991-1994), le GPAE (Grupamento de Policiamento em Áreas Especiais ou Groupement policier des zones spéciales) a été instauré dans deux *favelas* de la zone sud de Rio de Janeiro. Ces premières tentatives de changement d'approche de la police dans les *favelas* furent les bases sur lesquelles ont été installées et pensées les UPPs, instaurées pour la première fois dans la favela de Santa Marta (zone sud) à la fin de l'année 2008.

⁷ Les femmes rencontrées dans le cadre de cette recherche provenaient de treize *favelas* différentes de la ville, situées principalement dans la zone sud et nord de la ville, mais nous n'avons retenu ici que les témoignages de celles vivant dans une favela pacifiée : Rocinha, Chácara do Ceu, Santa Marta, Complexo do Alemão, Vila Cruzeiro (Complexo da Penha), Morro dos Macacos et Maré. Il est à noter que bien que Maré n'ait finalement pas été dotée d'une UPP, le processus de pacification avait été entamé, menant à l'occupation de l'armée sur son territoire à la même époque qu'avait lieu l'instauration d'autres UPPs dans la ville (2014). En ce sens, nous avons décidé de l'intégrer à cet article.

de pouvoir. Comme nous le verrons dans le cœur de notre analyse, les policiers reproduisent ces rapports à travers une multitude de choix, d'actions et de comportements qui ne relèvent en aucun cas « d'accidents », mais plutôt d'une logique commune, qui est d'assurer le *statu quo* social et le maintien des hiérarchies de classe, de race, d'espace et de sexe (INCITE! Women of Color Against Violence, s.d.). Par l'expression « rapports sociaux de sexe », nous faisons référence « à une vision sexuée des fondements et de l'organisation de la société, fondements et organisation ancrés matériellement dans la division sexuelle du travail » (Kergoat, 2012 [1992], p. 103). Cette dernière se définit quant à elle par « l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée » (Kergoat, 2000, p. 36). Les rapports sociaux de sexe constituent notre cadre d'analyse pour situer et analyser ces violences, en même temps qu'ils sont compris comme étant consubstantiels et co-existensifs, ou autrement dit, co-construits et imbriqués à d'autres rapports sociaux, dont ceux de classe, de race et d'espace (Kergoat, 2009).

Pour comprendre le rôle que joue la police dans la reproduction des rapports sociaux de sexe, nous nous baserons sur une étude de cas (Roy, 2009) : celle des *favelas* de Rio de Janeiro où l'intensité de la violence policière nous permet de multiplier les occasions de l'appréhender. Afin de comprendre en quoi consiste la violence policière, nous nous concentrons « sur l'analyse des processus sociaux, sur le sens que les personnes et les collectivités donnent à l'action, sur la vie quotidienne, sur la construction de la réalité quotidienne » (Deslauriers, 1991, p. 6). Pour se faire, nous avons fait appel à trois méthodes de collecte de données distinctes : des entretiens de type récit de vie (8)⁸, un *focus group* (groupe de discussion)⁹ et des observations

participantes¹⁰, menées auprès d'un total de vingt résidentes de *favelas*. Le choix de cette méthodologie ne vise pas à mesurer précisément la violence policière (par exemple, sa fréquence), mais a pour objectif d'en comprendre la logique et les mécanismes (Beaud, 2009, p. 265) du point de vue des résidentes. En ce sens, les différents points abordés dans nos résultats sont le fruit d'une analyse inductive des données accumulés au contact de ces femmes. Ils ne doivent en ce sens pas être compris comme s'appliquant systématiquement à la réalité de toutes les résidentes des *favelas*, mais fournir des exemples sur les façons dont la police contribue à la reproduction des rapports sociaux de sexe.

La militarisation des *favelas*

Au nom de la guerre contre le trafic de drogue, paradigme sécuritaire bien ancré dans l'État de Rio de Janeiro (Machado Da Silva, 2014), la police militaire¹¹ a créé des unités et bataillons spéciaux chargés des interventions dans les *favelas*. Le plus brutal, créé en 1978, est sans aucun doute le BOPE (Bataillon des opérations spéciales de la police)¹², un bataillon régulièrement utilisé pour mener des opérations armées dans les *favelas*. Parallèlement à ces escouades entraînées à la guerre urbaine ont aussi été créées des polices communautaires et de proximité, plus axées sur le respect des droits humains et les rapprochements avec les *comunidades* (communautés), bien que la plupart n'aient pas perduré dans le temps¹³. Fortement inspirées de ces initiatives, les UPPs, dont la première a été instaurée dans la *favela* de Santa Marta (zone sud de la ville), voient le jour en 2008. Ces unités spéciales créées à même la police militaire avaient originellement deux objectifs; accroître le contrôle étatique dans les quartiers à forte activité criminelle et armée, et

1997). Six femmes ont participé à cette discussion, dont cinq vivent à Rocinha et une à Chácara do ceu, une *favela* voisine.

¹⁰ L'observation participante, menée tout au long de notre recherche de terrain et consignée systématiquement dans un journal de bord, nous a permis de retenir certaines données essentielles dans la compréhension du contexte spécifique aux *favelas* : par exemple, sur l'organisation spatiale des *favelas*, sur la vie quotidienne dans celles-ci, ou encore sur des discussions ayant eu lieu à l'extérieur des entretiens ou du *focus group*. L'observation participante nous permet de diversifier la collecte de données.

¹¹ Par police militaire, nous faisons référence à la police militaire de l'État de Rio de Janeiro (PMERJ), en charge de l'ordre public. Parallèlement à celle-ci existe aussi la police civile, elle aussi sous l'égide de l'État de Rio de Janeiro, chargée des enquêtes.

¹² Le BOPE est l'acronyme portugais de Batalhão de Operações Policiais Especiais. Ce bataillon est spécialement entraîné dans le cadre de la guerre contre le trafic de drogue en milieu urbain (principalement dans les *favelas*).

¹³ Comme cela fut le cas des GPAE (Grupamento de Policiamento em Áreas Especiais ou Groupement policier des zones spéciales).

⁸ En optant pour le récit de vie, nous avons choisi de donner toute la place aux témoignages des femmes qui étaient invitées à nous parler de la violence, de la police et des *favelas*. Cette méthode, inspirée de celle de Susan A. Tilley (2016, p. 49) avait pour objectif, dans un premier temps, d'éviter de bousculer nos participantes et de les « forcer » à aborder des questions avec lesquelles elles n'étaient pas à l'aise. Dans un deuxième temps, nous voulions laisser un maximum de place aux participantes, qui pouvaient choisir ce dont elles avaient envie de parler, dans une tentative de diminuer, voire de rompre, les rapports de pouvoir traditionnellement à l'œuvre dans la relation intervieweuse/interviewée.

⁹ Nous avons opté pour la conduite d'un *focus group* parce que cette méthode de collecte de donnée s'inscrit dans la recherche féministe : elle permet de redistribuer le pouvoir entre la chercheuse et les participantes, génère des données de bonne qualité et est plus susceptible d'engager une co-construction des savoirs (Wilkinson,

instaurer un climat de paix permettant aux résidents-es d'exercer leur citoyenneté (décret n° 42.787).

De façon moins explicite toutefois, les UPPs visent aussi à favoriser l'entrée de services publics et de l'initiative privée dans les *favelas*, à formaliser les activités économiques, et finalement à l'insertion de ces territoires et de ces habitants-es au sein de la ville (Cano *et al.*, 2012, p. 19). Pour se faire, elles se sont basées sur les modèles de police de proximité et communautaire (Ribeiro, 2014; Riccio, Ruediger, Ross, & Skogan, 2013). Dès leur création, les UPPs ont obtenu un fort soutien financier du secteur privé, dont du secteur pétrolier, immobilier, touristique et des communications (Amoroso, Brum, & Gonçalves, 2014, p. 4; Ninnin, 2014). Au départ, elles se sont principalement concentrées autour des futurs sites olympiques, près des sites touristiques, dans les zones à forte activité économique et près des quartiers bourgeois. De l'avis de plusieurs (dont: Amoroso *et al.*, 2014; Cano, Borges, & Ribeiro, 2012), leur instauration a été principalement motivée par la tenue de la Coupe du monde en 2014 et des Jeux olympiques en 2016, laissant planer le doute quant à l'avenir du projet après ces événements.

Le programme des UPPs, après quelques premières années « prometteuses » en termes de diminution des homicides commis dans les *favelas* pacifiées et d'accessibilité aux *favelas* (Amoroso *et al.*, 2014; Cano *et al.*, 2012), pour ne mentionner que ces deux exemples, semble cependant avoir perdu de sa vigueur dans les dernières années. Effectivement, les problèmes de financement du programme, relié eux-mêmes aux difficultés financières de l'État de Rio de Janeiro, ont entraîné la détérioration du programme qui ne trouve plus les ressources nécessaires à son bon fonctionnement¹⁴.

Malgré l'espoir suscité par cette police « nouveau genre », car à mi-chemin entre une police communautaire et une police entraînée à la *guerre* contre le trafic de drogues, tout un pan des recherches effectuées sur les UPPs montrent plutôt qu'elles ont favorisé la militarisation des *favelas* et accentué la logique punitive de l'État à leur endroit

(Fleury, 2012; Karam, 2015; Serra & Rodrigues, 2014; Vargas, 2013; Zaccone, 2015). En ce sens, leur instauration s'est parfois effectuée au prix de plusieurs mois d'occupation militaire, comme cela fut le cas dans le Complexo do Alemão, situé dans la zone nord de la ville. De plus, bien que des efforts significatifs aient été faits afin que les agents soient respectueux des résidents-es et des lois (par la formation aux droits humains ou par l'embauche de jeunes agent-es, par exemple), les agent-es des UPPs ont commis de nombreux abus contre les résidents-es. Ceux et celles-ci dénoncent en ce sens le même type de pratiques policières abusives qu'avant l'arrivée des UPPs : meurtres¹⁵, invasions illégales de domiciles¹⁶, contrôles arbitraires d'identités, fouilles abusives et illégales, torture¹⁷ et corruption, pour ne donner que ces exemples.

Les femmes à l'abri des policiers ?

Au Brésil, même si la recherche féministe sur la violence policière et urbaine reste marginale, certaines recherches abordent quelques aspects de la violence policière contre les femmes résidentes des *favelas*, ainsi que ses impacts et les résistances qu'elle engendre (Amnesty International, 2008; Moura, Santos, & Soares, 2012; Rocha, 2012; Wilding, 2010). Dans un rapport déposé en 2008, Amnesty International rapportait que les femmes dans les *favelas*, bien qu'elles ne soient généralement pas les premières visées par la répression policière, étaient tout de même « la cible d'actes de discrimination et de violences ». De fait, « elles sont menacées et attaquées lorsqu'elles tentent de protéger les hommes de leur famille. Elles sont injuriées et même agressées sexuellement par des policiers. Elles sont tuées et blessées dans les échanges de coups de feu » (Amnesty International, 2008, p. 25).

Des exemples de violences policières commises à l'endroit des femmes sont présents dans quelques

¹⁴ L'année 2016, année des Olympiques, a effectivement été difficile pour les finances de l'État (<http://www1.folha.uol.com.br/mercado/2016/06/1782893-rio-decreta-calamidade-publica-por-crise-financiera-e-olimpiada.shtml>). En outre, tous les témoignages récoltés en entrevue dans les *favelas* pacifiées faisaient état de cette apparente baisse d'investissement public dans les UPPs : manque de financement pour payer les agents-es et manque d'investissement dans l'entretien des infrastructures, notamment.

¹⁵ Depuis 2014, année où les deux dernières UPPs ont été installées, 100 personnes ont été assassinées par des policiers dans les *favelas* pacifiées, selon les chiffres de l'Instituto de Segurança Pública do Estado do Rio de Janeiro (Institut de sécurité publique de l'État de Rio de Janeiro), données accessibles à l'adresse suivante : <http://www.ispdados.rj.gov.br/>. Également, il est à noter que dans l'État de Rio de Janeiro, la police s'est rendue coupable de près de 8000 meurtres dans la dernière décennie, dont la majorité des victimes sont de jeunes (75%) hommes (99,5%) afrodescendants-es (79%) provenant le plus souvent des *favelas* et des quartiers pauvres périphériques (Amnesty International, 2015).

¹⁶ À titre d'illustration, en février 2017, un cas fait les manchettes des médias locaux après que des policiers aient envahi une maison dans laquelle ils se postèrent pour tirer des trafiquants qui se trouvaient dans la rue (<http://extra.globo.com/casos-de-policia/policiais-ocupam-sem-permissao-casos-de-familias-no-complexo-do-alemao-20980691.html#ixzz4aeEGbZl3>).

¹⁷ Voir à ce sujet les témoignages recueillis par Patrick Granja (2015).

écrits, notamment dans le récit qui est fait par Robert Gay (2005) de la vie quotidienne d'une conjointe de trafiquant et les nombreux témoignages recueillis par Maria H. M. Alves et Philip Evanson (2011). Tatiana Moura (2008) et Polly Wilding (Wilding, 2010) donnent aussi quelques exemples de violences policières commises à l'endroit des femmes dans les *favelas*, incluant des cas d'agressions sexuelles, de meurtres (généralement par balle perdue) et d'une panoplie de violences physiques commises afin de leur extorquer des informations. Ces deux recherches démontrent que la violence se nourrit, entre autres, des dichotomies de genre. Autrement dit, la violence policière (et, nous pourrions éventuellement extrapoler pour tout acte de violence) ne se déploie pas de la même façon selon le sexe, parce que le sexe intervient dans sa production en fonction de qui en est l'instigateur-riche et en fonction d'envers qui elle est dirigée (Wilding, 2010, p. 720). Ignorer ce fait contribue à l'invisibilisation de formes spécifiques de violences qui touchent principalement les femmes, considérant l'importance qui est accordée à la violence intermasculine dans les études sur la violence urbaine (Wilding, 2010). La violence se présente alors comme l'un des moyens pour maintenir symboliquement et matériellement les femmes dans une position sociale inférieure.

Qui plus est, quelques recherches s'intéressent aux impacts de la violence policière sur les femmes et les mères dans les *favelas* de Rio de Janeiro (Moura, 2008; Rocha, 2012; B. M. Soares, Moura, & Afonso, 2009; Wilding, 2010). À travers divers témoignages, celles-ci nous amènent à considérer toute l'ampleur de la perte d'un fils, d'un mari ou d'un frère aux mains des policiers, que ce soit au niveau émotionnel, économique, physique (santé) ou social. Les différentes conséquences de la violence policière dans le quotidien des femmes, qui doivent changer leurs routines et s'occuper de leurs proches emprisonnés, blessés ou tués (elles doivent alors se battre pour obtenir justice) sont également abordés.

La violence policière et ses effets pour les femmes

Bien que les homicides commis par les policiers visent presque toujours des hommes (99,5%, selon Amnesty International, 2008), les nombreuses fusillades causées par les policiers amènent leurs lots de « morts collatérales » (par balles perdues)¹⁸ et de blessés-es, incluant des femmes, des enfants et des

personnes âgées, qui se font rarement secourir¹⁹. Dans beaucoup de *favelas cariocas*, les fusillades sont fréquentes. Ainsi, les résidentes rencontrées, notamment dans le Complexo do Alemão, à Maré et à Vila Cruzeiro (toutes situées dans la zone nord), nous ont souvent fait part des difficultés causées par les affrontements entre la police et les trafiquants. Au quotidien, elles sont parfois prises au piège par des fusillades – qui surviennent souvent aux heures où les écoles commencent ou se terminent – et qui les empêchent de récupérer leur enfant à l'école ou encore d'aller au travail. Se faisant, elles doivent sans cesse composer avec la présence policière et les fusillades dans la planification de leurs journées et de leurs itinéraires.

Dans ces mêmes quartiers, les femmes nous ont affirmé qu'il était commun que les policiers procèdent à des fouilles illégales des maisons, défonçant parfois les portes sans aucun mandat légal. Dans le contexte de ces invasions, des femmes ont affirmées que les policiers brisaient volontairement leurs biens, exigeaient des pots-de-vin, et que certains exigeaient même qu'elles cuisinent pour eux²⁰. L'une d'entre elle a, en outre, laissé entendre que des abus de nature sexuelle survenaient dans ce contexte.

Toutes les femmes rencontrées ont aussi dénoncé les fouilles abusives dont elles étaient parfois l'objet dans les rues de leur quartier; les policiers insistant souvent pour avoir accès à leur cellulaire ou encore pour procéder, sans justification réelle, à des fouilles corporelles. À ce sujet, Fernanda²¹ (résidente du Complexo do Alemão, situé dans la zone nord de la ville) nous explique qu'elle est très mal-à-l'aise que des hommes fouillent dans son téléphone : « C'est la vie d'une personne et ils n'ont pas le droit de voir son intimité. Parce que c'est comme si le gars te touchait et te violait. Il rentre ici dans ton intimité [...] et ça, c'est un viol. Parce que tu

¹⁹ À ce sujet, le cas largement médiatisé de Cláudia Silva Ferreira, résidente d'une favela de la zone nord, est emblématique du manque de considération des policiers pour les « victimes collatérales ». Après avoir été atteinte par balle durant une opération policière qui se déroulait dans sa favela le 16 mars 2014, elle est transportée par les policiers à l'hôpital, qui la placent, toujours vivante, dans le coffre de leur voiture. Ce dernier s'ouvre pendant le trajet et Cláudia, retenue par un bout de vêtement au coffre de la voiture, sera traîné sur l'autoroute pendant près de 400 mètres, avant que les policiers ne s'arrêtent, pour constater son décès (voir: Lontra, 18 mars 2014).

²⁰ En plus des témoignages que nous avons recueillis, plusieurs femmes abordent cette question dans Alves et Evanson (2011).

²¹ Tous les noms utilisés sont des noms fictifs, afin de conserver leur anonymat. Cependant, tous les noms de favelas correspondent à leur réel lieu d'habitation, afin de bien pouvoir situer géographiquement les propos.

¹⁸ Entre 2006 et 2012, l'ISP a recueilli des statistiques reliées aux balles perdues (voir : <http://www.isp.rj.gov.br/Conteudo.asp?ident=47>).

vas te sentir mal [...], c'est comme si tu avais été touchée » (Entrevue avec Fernanda, Complexo do Alemão).

Autant en ce qui concerne l'intrusion des policiers dans les domiciles que les fouilles intimes (sur le corps ou dans le cellulaire, par exemple), les femmes rencontrées en entrevue et lors du *focus group* ont évoqué de profonds malaises. Ceux-ci émergent dans un contexte où les femmes font peu confiance aux policiers²², ceux-ci profitant parfois de leur position de pouvoir pour abuser (psychologiquement et physique) des femmes. Par exemple, selon ce que nous rapporte Fernanda en entrevue, les policiers des UPPs, qui passent beaucoup plus de temps à l'intérieur des *favelas* que d'autres policiers, ont plus d'occasion de reluquer les jeunes filles qui passent dans la rue, de faire des commentaires à caractère sexuel et même de les menacer, alimentant un sentiment de peur à leur égard, surtout chez les jeunes filles : « Les pires pédophiles c'est eux [agents des UPPs]! Ils voient passer une fille de douze ans en shorts courts et ils rentrent pratiquement dans les vêtements de la fille. Ils sont là à regarder [...] et ils les appellent et chantent « les filles... », quand ils ne décident pas carrément de les "accompagner" » (Entrevue avec Fernanda, Complexo do Alemão). D'autres femmes rencontrées, dont Sofia (une résidente de Maré, situé dans la zone nord), nous affirme que les innombrables opérations militaro-policières sont aussi une occasion pour les agents de perpétrer des violences à caractère sexuel contre les femmes : « les femmes ont été violées par l'armée, par l'État. Elles étaient traitées comme des *vagabundas*²³ » (Entrevue avec Sofia, Maré).

Plusieurs témoignages nous montrent en outre qu'il arrive régulièrement que les policiers, lorsqu'ils sont à la recherche de suspects, n'hésitent pas à menacer et à brutaliser les conjointes, les mères ou les sœurs dans le but d'obtenir des informations, ou encore de les forcer à collaborer. C'est notamment ce dont nous ont parlé les participantes au *focus group*

tenu dans Rocinha (zone sud), qui discutaient de la célèbre affaire Amarildo²⁴ : la femme d'Amarildo et une autre femme du voisinage auraient aussi été menacées par la police afin de déposer de faux témoignages quant à l'implication de la victime dans le trafic de drogues et à l'identité des meurtriers²⁵. Cela peut avoir des conséquences dramatiques pour les femmes qui refusent de collaborer, ou encore qui n'ont pas d'informations utiles à fournir aux policiers. Plusieurs risquent elles-mêmes de devenir la cible de violences physiques des policiers²⁶, ou encore d'être emprisonnées, comme cela fut le cas de la cousine de Maria, rencontrée dans Maré (zone nord)²⁷.

De façon systématique, toutes les femmes rencontrées ont dénoncé l'attitude des policiers à leur égard, affirmant que, si les hommes sont toujours suspectés d'être des trafiquants par la police, les femmes des *favelas* sont quant à elles toujours considérées sous le pouvoir des hommes (leur complice) et sans autonomie. Par conséquent, la criminalisation des *favelas* (processus qui implique la production symbolique des *favelas* et de ses résidents-es comme étant naturellement des criminels-elles, voir Campos, 2005), suit des lignes genrées très claires où : les hommes sont considérés comme des acteurs à part entière et les femmes comme soumises à ces derniers. Ce faisant, même si cela peut sembler, à première vue, paradoxal, les femmes rencontrées nous ont aussi affirmé que les policiers ont tendance à éviter, si cela est possible, de

²⁴ Le cas d'Amarildo, arrêté et emmené dans les locaux de l'UPP de Rocinha le soir de sa disparition en 2013, est l'un des cas les plus célèbres de ces pratiques cruelles de la police pacificatrice. Les circonstances de son arrestation restent floues, mais tout porte à croire que certains agents de la police l'auraient torturé avant de se débarrasser de son corps, qui n'a, à ce jour, toujours pas été retrouvé.

²⁵ Plusieurs articles de journaux ont relaté le fil des développements judiciaires du « Cas Amarildo » [Caso Amarildo]. L'épouse d'Amarildo aurait été menacée, elle et sa famille, depuis l'affaire. Notamment, un policier aurait dit qu'il était nécessaire de trouver une façon de faire taire cette femme (en parlant de l'épouse d'Amarildo) qui cause trop de problèmes. (<http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2013/09/1344693-familia-de-amarildo-tinha-problemas-com-pms-da-upp-dizem-moradores.shtml>) En outre, une résidente de Rocinha aurait été amenée par un policier à déposer un faux témoignage concernant ce cas (<http://odia.ig.com.br/noticia/rio-de-janeiro/2015-04-30/suborno-no-caso-amarildo-e-confirmado-pela-justica-militar.html>).

²⁶ Elles peuvent autant être la cible de violences d'un policier afin qu'elle dévoile où se trouve la personne qu'il recherche, ou encore la cible des trafiquants, s'ils viennent à savoir qu'elle a collaboré avec la police.

²⁷ Maria nous a effectivement confié que sa cousine avait été emprisonnée après de nombreuses menaces et visites de la police chez elle, afin qu'elle dénonce son amoureux de l'époque. Selon elle, cette dernière n'était pas impliquée dans le trafic de drogue, mais les policiers implantaient de fausses preuves lorsqu'ils se rendaient chez elle, afin de l'arrêter au cas où elle refuserait de collaborer. Ce type de récit peut aussi être retrouvé dans Amnesty international (2008) et Moura (2007).

²² Même si l'effectif des UPPs comprend beaucoup de femmes, celles-ci sont moins sur le terrain que les hommes (Mourão, 2013). De ce fait, la plupart des femmes rencontrées nous ont parlé des « policiers » beaucoup plus que des policières. Pour en savoir davantage sur les relations entre femmes et policières, et entre policières et policiers; voir Mourão (2013).

²³ En portugais du Brésil, le terme *vagabunda*, qui devrait être traduit littéralement par le terme « vagabonde », signifie plutôt « salope ». Mis au masculin, *vagabundo*, fait plutôt référence aux hommes qui vivent dans la rue, ou encore que l'on associe au trafic de drogues, aux criminels. Il est intéressant de noter que le même mot, mis au féminin est associé à une sexualité débridée.

s'entretenir avec elles, les considérant comme sans importance.

Dans leurs relations avec les policiers, les femmes à qui nous avons parlées se sont senties dévalorisées : « la parole de la femme ne vaut rien » (Entrevue avec Maria de Maré). En outre, les femmes ont unanimement exprimé qu'elles ne pouvaient pratiquement jamais compter sur leur aide quand elles souhaitent par exemple déposer une plainte ou obtenir du secours. C'est d'ailleurs ce que nous raconte Anna (Vila Cruzeiro), qui nous parle de ses difficultés à trouver du service dans les postes de la police civile (*delegacias*) même si certains sont spécialisés pour venir en aide aux femmes qui ont vécu des violences²⁸. En ce qui concerne les UPPs, ou la police militaire en général, il semble qu'aucune aide ne soit accordée aux résidentes des *favelas*, leur mandat étant de « maintenir l'ordre » plutôt que de recevoir les plaintes des résidents-es.

Bien que l'on ait assisté à une baisse des homicides dans les *favelas* pacifiées, elles ont aussi connu une nette augmentation d'autres crimes/violences telles que les violences interpersonnelles (bagarres, altercations, etc.), les vols, les viols et les menaces (Cano et al., 2012). Il semble ainsi que la police ne parvient pas à imposer le respect des lois dans les *favelas* pacifiées, alors que la présence de trafiquants dans plusieurs assurait le contrôle de la « petite » criminalité. En effet, il n'était pas rare d'entendre des femmes nous affirmer que les crimes ont augmenté dans leur communauté depuis l'arrivée de l'UPP, et particulièrement les crimes commis contre les femmes, augmentant leur sentiment d'insécurité : « C'est une situation qui, après que l'UPP soit entrée [...] ça a été un échange de pouvoir, oui ça a été un échange pourvoir, mais il semble que la violence contre la femme à l'intérieur de la *favela* a augmenté » (*focus group*, Rocinha). La méfiance des femmes face aux policiers peut ainsi s'expliquer par leur incapacité à assurer leur sécurité au quotidien, autant dans la prévention que dans la réparation des crimes, une situation qui semble avantager les trafiquants, qui assurent dans bien des

favelas la tâche de juger et punir les auteurs de troubles.

Ayant elle-même vécu des violences sexuelles à son domicile, Anna a insisté sur le fait que la tension qui est vécue dans la communauté ne s'arrête pas aux portes des maisons et qu'elle s'est transposée, dans son cas et dans le cas d'autres femmes de sa communauté, en violence domestique (dont la violence conjugale et la violence perpétrée contre les enfants). Pour elle, il semble ainsi que l'augmentation des tensions au sein de leur quartier favorise l'éclosion de violences dans l'espace privé, un élément supporté par la littérature féministe (Pearce, 2006; Wilding, 2012). Isabella (résidente du Morro dos Macacos dans la zone nord) nous en a aussi parlé. Selon elle, lorsque les trafiquants sont attaqués par la police (ou éventuellement par d'autres trafiquants), ils se réfugient à la maison où les émotions intenses et les *habitus* violents se déploient : « [Les trafiquants] frappaient leur femme, ils frappaient leurs fils, ils frappaient tout le monde parce qu'ils n'avaient nulle part où aller parce que l'UPP est arrivée » (Entrevue avec Isabella, Morro dos Macacos). Comme Anna et Isabella l'exposent, il n'est pas rare que les hommes de la communauté, qui font l'apprentissage d'une masculinité violente dans l'espace public, principalement aux contacts des trafiquants et des policiers, perpétuent celle-ci une fois à la maison, où elle se reproduit (voir: Moura et al., 2012; Wilding, 2014). Sans dire que tous les hommes résidant dans une *favela* adoptent des comportements brutaux à la maison, nous constatons cependant une tendance à l'hypermasculinisation de ces derniers, constat que partagent d'autres chercheurs (Moura, 2008; Wilding, 2010).

Évidemment, la pacification n'a pas que des impacts négatifs. Dans plusieurs cas, elle s'est accompagnée de nombreux investissements en termes de services publics, d'infrastructures et d'urbanisation dans les *favelas* (Freeman, 2014), un élément qui était généralement apprécié par les femmes rencontrées, bien que ces investissements aient été beaucoup plus soutenus dans la zone sud. Cependant, la présence policière a aussi entraîné l'arrivée de plusieurs entreprises privées, la formalisation de services et l'augmentation du nombre de touristes, surtout dans la très touristique zone sud, entraînant l'augmentation du coût de la vie dans quelques *favelas* pacifiées, et la gentrification sans précédent de quelques-unes (Gonçalves, 2013). Les femmes, qui sont majoritairement (88%) à la tête des foyers monoparentaux et dont les revenus sont

²⁸ Anna, qui réside à Vila Cruzeiro (zone nord), nous a confié qu'elle n'avait pas réussi à obtenir de l'aide auprès de la delegacia située près de sa favela, alors qu'elle était à l'époque en proie à d'intenses violences de la part de son conjoint. À son avis, les policiers n'ont pas voulu prendre sa déposition au sérieux parce qu'elle est de la favela et qu'ils entretiennent de nombreux préjugés envers les résidentes. Afin que son cas soit pris au sérieux, Anna raconte qu'elle s'est rendue dans une delegacia du centre-ville, où elle a réussi à être prise en charge.

généralement moins élevés que les hommes (les femmes à Rio de Janeiro gagnent en moyenne 73% du salaire des hommes), semblent toutefois plus vulnérables à l'augmentation du coût de la vie (IBGE, 2010). Lors du *focus group* à Rocinha (avantageusement située dans la zone sud), les participantes y voyaient une « violence voilée » : « Tu vois que c'est ça non? C'est une forme de violence qui parfois pousse des gens à ne plus vivre ici et à aller dans la *baixada*²⁹, parce que là-bas il n'y a pas de spéculation immobilière » (*focus group*, Rocinha).

Celles qui quittent définitivement leur *favela* pour une autre plus périphérique ou pour d'autres régions doivent composer avec de nombreux bouleversements dans leur vie quotidienne. Par exemple, même si la communauté n'est pas toujours harmonieuse, pour les résidentes, elle est fréquemment fondamentale en ce qu'elle offre un lieu d'entraide non-négligeable, notamment pour la garde des enfants. Cela a souvent été évoqué par les mères rencontrées, exprimant de nombreuses inquiétudes reliées à la garde des enfants en leur absence. Cette inquiétude des mères pour leurs enfants est tout à fait fondée, considérant que 75% des victimes des homicides policiers sont des jeunes (Amnesty International, 2015). Très souvent, dans un contexte de corruption et d'impunité policière, il arrive que les mères doivent se battre pour que les policiers ne déplacent pas le corps inerte de leurs enfants et qu'ils ne maquillent pas la scène du crime³⁰. L'une de nos participantes affirme en ce sens que : « Si tu laisses ton fils à la maison quand tu pars, la police va l'aborder, la police va prendre (tuer) cet enfant et va mettre de la drogue ou une arme sur lui » (Entrevue, Lívia, Complexo do Alemão).

Lorsqu'un enfant ou un conjoint est blessé, et qu'il nécessite des soins à long terme, ce sont presque toujours les femmes de la famille qui s'occupent d'eux; la grand-mère, la mère, la sœur, la cousine, voire la fille. C'est d'ailleurs ce qu'expose cette mère de Maré :

J'habite Maré, et lors de la dernière invasion militaire, qui reviendra d'ailleurs, mon fils a reçu une balle dans la jambe et dans le thorax. Il est aujourd'hui amputé et paraplégique. Il ne peut pas

sortir de son lit. [...] Et ce n'est pas l'État qui s'en occupe tous les jours ni qui fournit les équipements nécessaires pour qu'il puisse reprendre le cours de sa vie. C'est moi qui, tous les jours, dois m'occuper de mon fils de 29 ans qui ne peut pas se lever de son lit (observation participante³¹).

Toutes ces tâches supplémentaires peuvent entraîner d'importants coûts : jours de travail perdus, perte d'un salaire (si la personne décédée ou blessée avait un revenu), tenue des funérailles, soins prodigués à une personne et défense juridique (souvent longue et rarement fructueuse). Elles entraînent également d'importantes conséquences émotionnelles et psychologiques, dont certaines finissent par se traduire en sérieux problèmes de santé.

Renforcer et reproduire les rapports sociaux

À la lumière de notre analyse des témoignages de femmes résidentes de *favelas* pacifiées de la ville de Rio de Janeiro, force est de constater que la police y est un acteur majeur dans la reproduction des rapports sociaux de sexe, consubstantiellement aux rapports sociaux de classe, de race et d'espace. L'analyse des violences policières telles que rapportées par les participantes nous a permis de constater que la violence est aussi façonnée par les rapports sociaux de sexe, alors que cet aspect reste généralement invisibilisé dans la littérature. Entre autres éléments, nous avons constaté que la police sexualise les personnes auprès desquelles elle intervient, notamment par des comportements et actions comme les violences sexuelles, le dénigrement systématique de la parole, les menaces et la victimisation. En outre, en nous intéressant aux impacts de la violence policière perpétrée dans les *favelas*, nous avons pu voir que la police est plus une source d'insécurité que de sécurité pour les résidentes. En effet, même si cette insécurité est aussi vécue par les hommes, elle prend des aspects particuliers pour les femmes qui ne trouvent ni protection auprès des policiers, ni, bien souvent, auprès des trafiquants : les deux encourageant plutôt le culte de l'hypermasculinité. Dans ce schéma, la violence se transpose dans les espaces privé et public, où les *ethos* violents se déploient et se reproduisent, les exposant à d'autres violences spécifiques telles

²⁹ L'interlocutrice fait ici référence à la *baixada* fluminense, une région en périphérie de la ville de Rio de Janeiro où l'on retrouve beaucoup de quartiers populaires.

³⁰ Encore une fois, nombre d'exemples de ces pratiques ont été donnés par les participantes à la recherche, mais il est possible d'avoir accès à d'autres récits reliés à ce type de pratique dans Alves et Evanson (2011) et Granja (2015).

³¹ Cette citation a été retranscrite mot pour mot dans notre journal de bord lors des observations participantes. Elle est tirée de l'Audience publique *A segurança para quem?* tenue dans les locaux de la défense publique de l'État de Rio de Janeiro.

que la violence domestique. Dans le cas de quelques *favelas* (majoritairement de la zone sud), la présence policière équivaut même à l'exclusion territoriale de femmes, qui, n'ayant parfois pas suffisamment de moyens pour suivre la hausse du coût de la vie, doivent déménager. Nous avons aussi pu remarquer que les impacts de la violence policière s'inscrivent dans la division sexuelle du travail, puisqu'elles rajoutent certains types de tâches socialement désignées comme « féminines » (*care*) aux femmes.

Pour Hamrouni (2015), la violence policière, tout comme les autres injustices vécues par les femmes racisées, se situent au cœur de l'imbrication des rapports sociaux, dont de sexe et de race, en ce que les policiers les traitent à la fois comme une sous-catégorie d'humains (déshumanisation) et comme des objets sexuels dénués d'agentivité (sexualisation) (Hamrouni, 2015). Faisant écho aux théoriciennes de l'afrofémisme [*black feminism*] telles que Patricia Hill Collins (2009), bell hooks (2015 [1981]) et Angela Davis (2011 [1983]), nous voulons ici mettre en évidence l'imbrication du sexe et de la race dans la production de la violence policière contre les femmes racisées.

Ces différents éléments sont significatifs de la manière dont les femmes, de par leur position dans les rapports sociaux, vivent les effets de la violence, en même temps qu'ils nous permettent de comprendre la violence comme un pilier fondamental de la reproduction de ces rapports. Ils nous mènent à constater que les rapports sociaux de sexe interviennent autant dans l'acte violent que dans l'expérience des individus et groupes qui en sont la cible.

Il serait intéressant, à ce titre, d'explorer plus en profondeur la question de la résistance des femmes dans ce contexte; une question incontournable, mais dont nous n'avons malheureusement pas eu l'occasion de traiter ici. Ainsi, si cet enjeu est peu présent dans ces pages, la transcendance des rapports sociaux de sexe est loin de placer les femmes dans le seul unilatéral rôle de réceptacles passifs de ces violences – ou encore comme de simples victimes. Elles construisent aussi certains schèmes de résistance, qui font des femmes des actrices incontestables de la lutte contre la violence policière.

Bibliographie

Alves, M. H. M., & Evanson, P. (2011). *Living in the Crossfire: Favela Residents, Drug Dealers, and Police Violence in Rio de Janeiro*. Philadelphia: Temple.

Amnesty International. (2008). *Survivre et lutter: les femmes et la violence urbaine au Brésil*. Retrieved from Londres:

Amnesty International. (2015). *Brazil: You Killed my Son: Homicides by Military Police in the City of Rio de Janeiro*. Retrieved from Rio de Janeiro:

Amoroso, M., Brum, M., & Gonçalves, R. S. (2014). Police, participation et accès aux droits dans des favelas de Rio de Janeiro : l'expérience des Unités de police de pacification (UPP). *L'ordinaire des Amériques*, 216.

Berenguer, L. O. (2014). The Favelas of Rio de Janeiro: A Study of Socio-Spatial Segregation and Racial Discrimination. *Iberoamerican Journal of Development Studies*, 3(1), 104-134.

Campos, A. (2005). *Do Quilombo à Favela: A Produção do "Espaço Criminalizado" no Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil.

Cano, I., Borges, D., & Ribeiro, E. (2012). "Os Donos do Morro": Uma análise exploratória do impacto das Unidades de Polícia Pacificadora (UPPs) no Rio de Janeiro. Retrieved from Rio de Janeiro:

Carvalho, J. M. (2004 [1987]). *Os bestializados. O Rio de Janeiro e a república que não foi*. São Paulo: Companhia das letras.

Collins, P. H. (2009). *Black Feminist Thought* (2 ed.). New York/Londres: Routledge.

Davis, A. Y. (2011 [1983]). *Women, Race, & Class*. New York: Vintage Books.

Fischer, B. (2014). The Red Menace Reconsidered: A forgotten History of Communist Mobilization in Rio de Janeiro's Favelas, 1945-1964. *Hispanic American Historical Review*, 94(1), 1-33.

Fleury, S. (2012). Militarização do social como estratégia de integração: o caso da UPP do Santa Marta. *Sociologias*, 14(30), 194-222.

Freeman, J. (2014). Raising the Flag over Rio de Janeiro's Favelas: Citizenship and Social Control in the Olympic City. *Journal of Latin American Geography*, 13(1), 7-38.

Gay, R. (2005). *Lucia: Testimonies of a Brazilian Drug Dealer's Woman*. Philadelphia: Temple University Press.

Gonçalves, R. S. (2013). Une discipline olympique? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro. *Mouvements*, 2(74), 24-32.

Granja, P. (2015). UPP: o novo dono da favela - Cadê o Amarildo? Rio de Janeiro: Editora Revam.

Hamrouni, N. (2015). Malreconnaissance, déni des droits, déshumanisation: en quels termes penser l'injustice faite aux femmes racisées? In N. Hamrouni & C. Maillé (dir.), *Le sujet du féminisme est-il blanc? Femmes racisées et recherche féministe* (pp. 109-131). Montréal: Les éditions du remue-ménage.

Holloway, T. H. (1993). *Policing Rio de Janeiro: Repression and Resistance in a 19th-Century City*. Redwood: Stanford University Press.

hooks, b. (2015 [1981]). *Ne suis-je pas une femme? Femmes noires et féminisme*. Paris: Éditions Camboukaris.

INCITE! Women of Color Against Violence. (s.d.). *Law Enforcement Violence Against Women of Color & Trans People of Color : A Critical Intersection of Gender Violence & State Violence*. In I. W. o. C. A. Violence (Ed.). Redmond: INCITE!

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. (2010). *Censo 2010*. Brasília. Récupéré de: <http://censo2010.ibge.gov.br/apps/agsn2/>.

Instituto de Segurança Pública. (s.d.). *Relatório Temático Bala Perdida*. Récupéré de: <http://www.isp.rj.gov.br/Conteudo.asp?ident=47>.

Instituto de Segurança Pública. (2017) *Dados abertos*. Récupéré de: <http://www.ispdados.rj.gov.br/>.

Karam, M. L. (2015). *Violência, militarização e 'guerra às drogas'*. In *Bala perdida: a violência policial no Brasil e os desafios para sua superação* (pp. 33-38). São Paulo: Boitempo Editorial.

Kergoat, D. (2000). *Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe*. In H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doaré, & D. Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme* (pp. 35-44). Paris: Presses universitaires de France.

Kergoat, D. (2009). *Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux*. In E. Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe: pour une épistémologie de la domination* (pp. 111-125). Paris: Presses universitaires de France.

Kergoat, D. (2012 [1992]). *À propos des rapports sociaux de sexe*. In D. Kergoat (dir.), *Se battre, disent-elles* (pp. 101-110). Paris: La Dispute.

Leeds, E. (1996). *Cocaine and Parallel Politics in the Brazilian Urban Periphery: Constraints on Local-Level Democratization*. *Latin American Research Review*, 31(3), 47-83.

Machado Da Silva, L. A. (2014). *Violência e ordem social*. In R. S. De lima, J. L. Ratton, & R. G. De Azevedo (dir.), *Crime, polícia e justiça o Brasil* (pp. 26-34). São Paulo: Editora contexto.

Martins, M. A. (19 septembre 2013). *Família de Amarildo tinha problemas com PMs da UPP, dizem moradores*. *Folha de São Paulo*. Récupéré de <http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2013/09/1344693-familia-de-amarildo-tinha-problemas-com-pms-da-upp-dizem-moradores.shtml>.

Misse, M. (2008). *Le movimento. Les rapports complexes entre trafic, police et favelas à Rio de Janeiro*. *Déviance et Société*, 32(4), 495-506.

Moura, T. (2007). *Rostos invisíveis da violência armada: um estudo de caso sobre o Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: 7 Letras.

Moura, T. (2008). *Rostos invisíveis da violência armada: um estudo de caso sobre o Rio de Janeiro*. *Niterói*, 8(2), 227-256.

Moura, T., Santos, R., & Soares, B. M. (2012). *Auto de resistência: A ação colectiva de mulheres familiares de vítimas de violência armada policial no Rio de Janeiro*. *Revista Crítica de Ciências Sociais*(88), 185-205.

Mourão, B. M. 2013. *UPPs: Uma polícia de que gênero?* Rio de Janeiro: Universidade Candido Mendes.

Ninnin, J. (2014). *Ordre social, ordre spatial : territorialisation des politiques de sécurité publique à Rio de Janeiro*. *EchoGéo*, 28, 1-14.

Pearce, J. (2006). *Bringing Violence 'Back Home': Gender Socialisation and the Transmission of Violence through Time and Space*. In H. Anheier, M. Kaldor, & M. Glasius (Eds.), *Global Civil Society 2006/07* (pp. 42-60). Londres: SAGE Publications Ltd.

Perlman, J. E. (1977). *O mito da marginalidade : favelas e política no Rio de Janeiro* (W. M. Portinho, Trans.). Rio de Janeiro: Paz e terra.

Ribeiro, L. (2014). *O nascimento da polícia moderna: uma análise dos programas de policiamento comunitário implementados na cidade do Rio de Janeiro (1983-2012)*. *Análise Social*, 49(211), 272-309.

Riccio, V., Ruediger, M. A., Ross, S. D., & Skogan, W. (2013). *Community Policing in the*

Favelas of Rio de Janeiro. *An International Journal*, 14(4), 308-318.

Rocha, L. d. O. (2012). Black Mothers' Experiences of Violence in Rio de Janeiro. *Cultural Dynamics*, 24(1), 59-73.

Serra, C. H. A., & Rodrigues, T. (2014). Estado de Direito e Punição: a lógica da guerra no Rio de Janeiro. *Revista Paranaense de Desenvolvimento*, 35(126), 91-108.

Soares, B. M., Moura, T., & Afonso, C. (2009). *Auto de resistência: relatos de familiares de vítimas da violência armada*. Rio de Janeiro: Viveiros de Castro Editora Ltda.

Soares, R. (26 février 2017). Policiais ocupam, sem permissão, casas de famílias no Complexo do Alemão. Extra. Récupéré de: <http://extra.globo.com/casos-de-policia/policiais-ocupam-sem-permissao-casas-de-familias-no-complexo-do-alemao-20980691.html#ixzz4aeEGbZl3>.

Suborno no Caso Amarildo é confirmado pela Justiça Militar. (30 avril 2015). Récupéré de: <http://odia.ig.com.br/noticia/rio-de-janeiro/2015-04-30/suborno-no-caso-amarildo-e-confirmado-pela-justica-militar.html>.

Tilley, S. A. (2016). *Doing Respectful Research: Power, Privilege and Passion*. Halifax/Winnipeg: Fernwood Publishing.

Vargas, J. H. C. (2013). Taking Back the Land: Police Operations and Sport Megaevents in Rio de Janeiro. *A Critical Journal of Black Politics, Culture, and Society*, 15(4), 275-303.

Wacquant, L. (2008). The Militarization of Urban Marginality: Lessons from the Brazilian Metropolis. *International Political Sociology*, 2, 56-74.

Wilding, P. (2010). 'New Violence': Silencing Women's Experiences in the "Favelas" of Brazil. *Journal of Latin American Studies*, 42(4), 719-747.

Wilding, P. (2012). *Negotiating Boundaries : Gender, Violence and Transformation in Brazil*. Basingstoke/New York: Palgrave Macmillan.

Wilding, P. (2014). Gendered Meanings and Everyday Experiences of Violence in Urban Brazil. *Gender, Place & Culture*, 21(2), 228-243.

Zaccone, O. (2015). *Indignos de Vida: A forma jurídica da política de extermínio de inimigos na cidade do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Editora Revan.

Direction

Nora Nagels, professeure
Université du Québec à Montréal

Julián Durazo Herrmann, professeur
Université du Québec à Montréal

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[À la liste de diffusion](#) 



Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



Rédaction

Anne-Marie Veillette

Étudiante au doctorat en études urbaines à l'Institut national de la recherche scientifique, à Montréal.

Anne-Marie.Veillette@ucs.inrs.ca

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).